

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 282

Occupation du domaine public,  
Restriction de circulation,  
Interdiction de stationnement,

Du mercredi 03 Juillet 2024,  
Au mercredi 24 Juillet 2024,

## ARRÊTÉ

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et  
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**CONSIDERANT** qu'en raison de travaux de remise  
en conformité du réseau gaz, par l'entreprise SLTP  
pour le compte de GRDF, il est nécessaire  
d'occuper les emprises et de restreindre la  
circulation au droit du 31 Rue Vieille de Paris.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant,  
au droit du chantier 31 Rue Vieille de Paris, du mercredi 03 Juillet 2024 au mercredi 24 Juillet 2024.

**Article 2 :** La société SLTP est autorisée à intervenir sur le domaine public, au droit du 31 Rue Vieille de  
Paris, du mercredi 03 Juillet 2024 au mercredi 24 Juillet 2024.

**Article 3 :** La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte, au droit du 31 Rue Vieille de Paris,  
du mercredi 03 Juillet 2024 au mercredi 24 Juillet 2024.

**Article 4 :** La société SLTP se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise  
en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

**Article 5 :** **Les circulations seront adaptées en fonction des travaux.**

**Article 6 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies  
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la  
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 7 :** Le chantier de réinsertion est responsable de la mise en place et du maintien de tout le  
balisage adéquat durant le chantier.

**Article 8 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de  
l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour  
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi  
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 10 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 04 JUIN 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation,



Daniel GUEDRAS  
4<sup>ème</sup> Adjoint au MAire